

3 janvier 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les objectifs du gouvernement pour l'année 2014, à Paris le 3 janvier 2014.

Je m'adresse, à mon tour, à vous.

Gouverner la France, c'est un honneur qui doit être ressenti comme tel à chaque instant.

Ce n'est pas une circonstance qui vous a conduit au Gouvernement de la France. C'est la volonté des Françaises et des Français de nous porter là où nous sommes.

Gouverner la France, c'est une lourde responsabilité. Parce que nous sommes un pays dont la parole et l'action comptent en Europe et dans le monde. Nous y sommes attendus et même espérés. Il nous revient de lever, ici, les doutes sur le destin qui doit être le nôtre et de donner confiance à nos concitoyens dans les atouts, dans les capacités de notre Nation.

Gouverner la France, c'est une tâche exigeante surtout dans une période où notre place est en cause dans la mondialisation, où le sort de chacun est lié à nos performances économiques.

Gouverner la France, c'est une action permanente au service de tous nos compatriotes pour améliorer leur vie quotidienne dans tous les domaines : le logement, les transports, la consommation, la solidarité. C'est une volonté affirmée pour ouvrir de nouveaux droits - il y en aura encore en 2014 - pour établir l'égalité entre les femmes et les hommes, comme pour permettre à notre société d'accompagner le grand vieillissement. C'est une détermination qui prépare l'avenir et, notamment, celui de nos enfants à travers l'école de la République.

Voilà pourquoi, les qualités que j'attends du Gouvernement sont, d'abord, la réactivité : ne rien laisser passer, répondre aux détresses comme aux sollicitations de l'actualité. La rapidité : voter une loi, c'est bien. L'appliquer, c'est mieux. L'anticipation : maîtriser l'agenda, ne pas subir les événements, régler les problèmes dans la durée, faire des choix, non pas simplement pour aujourd'hui mais, déjà, pour demain.

Un Gouvernement, c'est un collectif organisé autour du Premier ministre, avec un esprit de solidarité et d'efficacité. C'est une équipe qui partage des objectifs au-delà même de la responsabilité de chacun. Car vous n'êtes pas simplement à la tête d'un département ministériel, vous êtes membre du Gouvernement. Vous devez donc être liés, les uns aux autres, par rapport à des missions qui sont celles de l'ensemble que vous constituez.

Les objectifs que j'ai fixés lors de mes vœux aux Français sont désormais les vôtres.

Le premier, c'est l'emploi. Le chômage, même si sa progression a été enrayerée - et si la tendance est encourageante - est encore à un niveau trop élevé. Donc, l'obligation du Gouvernement, c'est d'accélérer et d'amplifier la reprise économique qui s'annonce en Europe.

L'emploi, c'est l'investissement. De sa vigueur dépendront le volume des embauches et le niveau de la croissance. C'est le sens du pacte de responsabilité que j'ai proposé aux entreprises : alléger des normes, comme le coût du travail, oui ! Avec, en contrepartie, des emplois supplémentaires et un meilleur dialogue social. J'ai noté que les organisations d'employeurs étaient prêtes à entrer dans cette démarche.

L'emploi, c'est la compétitivité. Nous devons regagner les parts de marché que nous avons perdues ces dernières années. Et le gouvernement doit impérativement réduire le déficit de notre balance commerciale qui n'a cessé de se dégrader depuis 10 ans et qui pourrait nous mettre dans une situation de faiblesse en Europe. Car la zone euro est excédentaire sur le plan commercial. Nous avons, donc, le devoir de rétablir nos échanges sur le plan industriel.

L'emploi, c'est l'attractivité. Le vœu que la France accueille davantage d'investissements venant

L'emploi, c'est l'attractivité. Je veux que la France accueille davantage d'investissements venant de l'étranger et que des activités nouvelles soient localisées sur notre territoire. Nous devons également faire venir davantage de touristes dans notre pays. Nous ne pouvons pas simplement nous satisfaire d'être la première destination au monde. Nous devons être, aussi, un lieu où la consommation des ménages s'ajoute celle des touristes venant sur notre territoire pour acheter nos biens et nos services.

L'emploi, c'est la simplification pour la création d'entreprise, pour les conditions d'activité des TPE, des PME, et ce sera le sens de la loi qui sera votée sur le commerce et l'artisanat comme d'ailleurs celui de la loi sur l'avenir de l'agriculture. Cela doit être l'attention constante du gouvernement.

L'emploi, c'est la formation. Ce sont les pays qui ont fait le plus d'effort pour élever le niveau de la qualification des salariés qui s'en sortent le mieux dans la compétition. Après avoir réformé l'enseignement supérieur, fait voter une loi sur la refondation de l'école, la prochaine étape, c'est la traduction législative de l'accord intervenu entre les partenaires sociaux sur la formation professionnelle.

Le second objectif que je fixe au Gouvernement, c'est la réduction de nos déficits publics. C'est un enjeu de liberté pour ne pas dépendre de l'extérieur pour le financement de nos emprunts. C'est aussi un enjeu de pouvoir d'achat parce que si nous rétablissons nos comptes publics, nous pourrions stabiliser le niveau de prélèvements, comme je m'y suis engagé, et, à terme, réduire les impôts dans le cadre de la réforme fiscale.

Car si en 2012/2013, nous avons pu diminuer nos déficits grâce à une maîtrise des dépenses de l'Etat, nous avons été contraints de recourir à des impositions supplémentaires. Et nous savons bien qu'une limite a été atteinte à force d'accumulation de taxes de toute nature, tout au long de ces dernières années. Aussi, d'ici la fin du quinquennat, c'est en dégageant des économies, et non en sollicitant davantage les contribuables, que nous pourrions diminuer nos déficits. Ce programme d'économies concerne l'Etat, qui doit montrer l'exemple et qui d'ailleurs l'a déjà montré mais aussi les collectivités locales et la sécurité sociale. Pour ne pas mettre en cause les services publics, des réformes de structure sont indispensables. Il s'agit de faire mieux en dépensant moins.

Il y faudra de la fermeté pour que nul ne doute de nos intentions et qu'un certain nombre d'habitudes, de formalités, de conservatismes laisse la place à la redéfinition des politiques publiques et à l'innovation dans leur mise en œuvre. J'assumerai, donc, personnellement cette politique que le Premier ministre et le Gouvernement conduiront et traduiront.

Ce programme d'économies est fortement lié à la réforme fiscale. Car il permettra de dégager les marges de manœuvre indispensables pour rendre plus justes et plus équitables les prélèvements. Ce chantier est inséparable de celui de la modernisation de l'Etat, de la simplification administrative, de la déconcentration des décisions, de la nouvelle étape de la décentralisation qui va s'ouvrir avec une clarification stricte des compétences et de nouveaux transferts de responsabilités.

Enfin, le troisième objectif que j'assigne au Gouvernement, c'est la transition énergétique. C'est un enjeu écologique, économique et industriel. Le Gouvernement devra donc accélérer l'application du programme de rénovation thermique dans les logements, augmenter la part du renouvelable et préparer la loi de transition.

Au-delà de ces trois objectifs, le Gouvernement doit veiller à la cohésion de notre société. Certains de nos concitoyens sont toujours tentés de s'en remettre à la défense des intérêts particuliers quand l'intérêt général leur paraît plus incertain. D'autres, de penser que le local l'emporterait sur le national et que les communautés protégeraient mieux que la République. Alors le gouvernement doit revenir sur l'unité de la Nation et sur les valeurs de la République. Il lui revient de les faire respecter avec fermeté. Je pense à la sécurité de nos concitoyens, la répression des trafics et aussi à la lutte contre la récidive ce sera l'objet de la loi pénale qui sera bientôt présentée au Parlement. J'ai également rappelé l'intransigeance qui doit être la nôtre pour lutter contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations.

Je veux terminer sur la question européenne. La France aura à prendre des décisions au

lendemain du renouvellement du Parlement européen. Mais d'ici là, je souhaite, avec nos amis allemands, lancer des initiatives.

Je demande que les membres du gouvernement ouvrent rapidement, ainsi, un dialogue avec leurs homologues outre-Rhin et fassent en sorte que le Conseil des ministres franco-allemand, qui se tiendra en février, débouche sur un certain nombre de politiques communes.

Voilà, Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement, votre feuille de route en 2014. Il y aura aussi des échéances électorales.

J'ai déjà évoqué les élections européennes au mois de mai, les élections municipales viendront au mois de mars. Un certain nombre d'entre vous sont, d'ailleurs, candidats et vous en avez parfaitement le droit.

Il y aura à fixer une règle de conduite et le Premier ministre y travaille. Il ne doit y avoir aucune confusion, et l'essentiel de votre temps doit être consacré au Gouvernement. Nul ne comprendrait qu'il puisse y avoir utilisation des moyens de l'Etat pour des campagnes qui doivent être menées localement.

Monsieur le Premier ministre, Cher Jean-Marc,

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,

Il ne s'agit pas simplement de bien faire son travail. Chacun, ici, s'y essaie du mieux qu'il peut. Il s'agit de bien faire comprendre aux Français ce que le gouvernement fait, de traduire rapidement les décisions prises et de changer la vie réelle de nos concitoyens.

C'est le vu que je formule aujourd'hui, en vous disant que votre réussite est importante parce qu'elle n'est pas simplement celle d'un Gouvernement, elle sera la réussite de la France.